



**PRÉFET  
DES ÎLES WALLIS  
ET FUTUNA**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**MARCHE DE FOURNITURES**

**PASSE EN APPLICATION DE L'ARRÊTÉ N°2022-48  
APPROUVANT ET RENDANT EXÉCUTOIRE  
LA DÉLIBÉRATION N°15/AT/2022 DU 13 JANVIER 2022**

Pouvoir adjudicateur :

**TERRITOIRE - Administration Supérieure des Îles Wallis et Futuna  
BP 16 – Havelu  
98600 UVEA**

Personne habilitée à représenter le pouvoir adjudicateur :

**Monsieur le Préfet Administrateur Supérieur des Îles Wallis et Futuna**

Comptable public :

**Monsieur le Directeur Local des Finances Publiques des Îles Wallis et Futuna**

Objet de la consultation :

**FOURNITURE ET INSTALLATION DE GROUPES ÉLECTROGÈNES CARÉNÉS SUR PLUSIEURS SITES  
MOBILES DU TERRITOIRE, ÎLE DE WALLIS ET FUTUNA**

N° du marché : **2025-T-PA-27-SPT**

**CAHIER DES CHARGES  
VALANT  
ACTE D'ENGAGEMENT**

## PREAMBULE

**A l'exception du paragraphe ci-dessous et des articles 7 et 14 du présent cahier des charges, toute modification apportée par les candidats entraînera le rejet de leur offre.**

\*\*\*\*

Entre les soussignés :

L'Administration Supérieure des Iles Wallis et Futuna, représentée par Monsieur Blaise GOURTAY, Préfet Administrateur Supérieur des Iles Wallis et Futuna, agissant en vertu du décret du Président de la République en date du 13 juillet 2023, désigné ci-dessous comme « le pouvoir adjudicateur »

d'une part,

Et (1) :

M/Mme .....

☐ Agissant pour son propre compte

Profession .....

Adresse .....

Agissant en qualité de .....

Courriel : .....

Téléphone : ..... Télécopie : .....

☐ agissant pour le compte de la société (2) :

Dénomination sociale : .....

Inscription au registre du Commerce de ..... sous le n° .....

Numéro unique d'identification SIRET ou RIDET.....

Référence d'inscription à un ordre professionnel / Profession réglementée : .....

Adresse .....

Courriel : .....

Téléphone : ..... Télécopie : .....

☐ Agissant en tant que mandataire du groupement solidaire

☐ Agissant en tant que mandataire solidaire du groupement conjoint

☐ Agissant en tant que mandataire non solidaire du groupement conjoint

Pour l'ensemble des entrepreneurs groupés qui ont signé la lettre de candidature du ...../...../.....

Après avoir pris connaissance du cahier des cahiers des charges valant acte d'engagement, et des documents qui y sont mentionnés,

S'engageant **ou engageant le groupement dont il est mandataire (3)**, sans réserve, conformément aux conditions, clauses et prescriptions imposées par le cahier des charges valant acte d'engagement, à exécuter les prestations objet du présent contrat, dans les conditions ci-après définies,

Et désigné(e) ci-dessous comme « Le titulaire »

d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

1 Cocher la case correspondant à votre situation.

2 Indiquer le nom, l'adresse, le numéro SIRET ou RIDET, Registre du commerce, numéro et ville d'enregistrement ou répertoire des métiers, numéro et ville d'enregistrement ou les références de son inscription à un ordre professionnel ou référence de l'agrément donné par l'autorité compétente quand la profession à laquelle il appartient est réglementée.

3 Rayer la mention inutile.

## **Article 1 - ENGAGEMENT**

Le prestataire s'engage après avoir pris connaissance de l'ensemble des dispositions du présent document et de ses annexes, à exécuter les services décrits ci-dessous, aux conditions stipulées par le présent marché.

## **Article 2 – OBJET DU MARCHÉ**

Le présent marché a pour objet la fourniture, le transport et la livraison de huit (8) groupes électrogènes diesel carénés d'une puissance nominale de 6 kVA, destinés à remplacer les groupes existants sur plusieurs sites mobiles du Territoire.

Lieu d'exécution des prestations : Plusieurs sites mobiles de Wallis et Futuna

### 2.1 - Type de la consultation

Le présent marché est passé en vertu des dispositions de l'arrêté n°2022-48 approuvant et rendant exécutoire la délibération n°15/AT/2022 du 13 janvier 2022.

### 2.2 - Accord-cadre / marchés à bons de commande

Sans objet.

### 2.3 – Décomposition

Le contrat comporte un lot unique : l'objet du marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

### 2.4 – Décomposition en tranches :

Sans objet.

### 2.5 – Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires. La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

## **Article 3 – DOCUMENTS CONTRACTUELS (par ordre de priorité)**

Par dérogation aux dispositions de l'article 4.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services, le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous :

1. Le présent cahier des charges valant acte d'engagement.
2. Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) et le cas échéant, ses annexes
3. Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux marchés de Fournitures Courantes et de Services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
4. L'offre technique et financière du titulaire du marché.

En cas de contradiction entre les pièces ci-dessus, celles-ci prévalent dans l'ordre de priorité indiqué ci-dessus.

Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable est une pièce générale, accessible sur le site de Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>). Cette pièce, non fournie, est réputée connue du titulaire du marché.

L'exemplaire original du marché, qui fera seul foi, sera conservé dans les archives du Pouvoir adjudicateur.

## **Article 4 – DELAI DE VALIDITE DES OFFRES**

Le délai de validité de l'offre sera de **120 JOURS** à compter de la date limite de réception des offres.

## Article 5 – PROCEDURE DE PASSATION DU MARCHÉ

Le présent marché est passé en vertu des dispositions de l'arrêté n°2022-48 approuvant et rendant exécutoire la délibération n°15/AT/2022 du 13 janvier 2022.

## Article 6 - DESCRIPTION DES PRESTATIONS

Les **prestations** sont détaillées dans le **Cahier des Clauses techniques particulières (CCTP) joint** au présent dossier de consultation.

## Article 7 – PRIX DETAILLES / MONTANT DU MARCHÉ

Les prestations définies au présent marché seront rémunérées par application d'un prix global et forfaitaire égal à :

	CFP TTC
<b>Montant total du marché</b>	.....

PRIX T.T.C.

.....  
.....  
.....  
..... CFP (en lettres)

Le forfait comprend toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais inhérents à l'exécution de celle-ci. La TGC et la TVA ne sont applicables au Territoire de Wallis et Futuna.

## Article 8 - DUREE DU MARCHÉ - DELAIS ET LIEUX DE LIVRAISON

### 8.1 – Durée

Le présent marché est conclu pour une durée ferme de 12 mois à compter de la notification du marché.

### 8.2 - Délai d'exécution

Le délai d'exécution des prestations ne doit pas excéder 6 mois à compter de la notification du marché.

### 8.3 - Délai d'affermissement des tranches

Sans objet.

### 8.4 - Lieux d'exécution

Les lieux d'exécution sont les suivants :

- Pour Wallis : Site Manuia – Afala – 98600 Wallis
- Pour Futuna : au SPT de Futuna – Leava – 98620 SIGAVE

## Article 9 – BONS DE COMMANDE

Sans objet.

## Article 10 – CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS - GARANTIE

L'admission des prestations s'effectuera conformément aux dispositions des articles 27 et suivants du CCAG-FCS ; elle interviendra ainsi dans un délai de 15 jours suivant la date de livraison.

Par dérogation aux dispositions de l'article 27.2.2 du CCAG-FCS, le titulaire n'avisera pas le pouvoir adjudicateur de la date à laquelle les prestations pourront lui être présentées. Par dérogation aux dispositions de l'article 27.3 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur n'avisera pas le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications.

## Article 11 – PRIX

Les prix sont fermes et définitifs, non actualisables, ni révisables.

Les prix comprennent toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents à celle-ci.

## Article 12 – MODALITES DE MODIFICATION DU MARCHE PUBLIC OU DE L'ACCORD CADRE EN COURS D'EXECUTION

Le marché public peut faire l'objet d'un avenant, pour :

- augmentation du prix du marché,
- suggestions techniques imprévues,
- circonstances imprévues,
- prestations complémentaires ou similaires,
- augmentation de la durée du marché

Les parties pourront conclure librement un avenant qui pourra ainsi porter sur tous leurs engagements : prestations à exécuter, calendrier d'exécution ou règlement financier du marché.

## Article 13 – RETENUE DE GARANTIE

Sans objet.

## Article 14 - AVANCE

### 14.1 – Montant de l'avance

Une avance sera versée au titulaire conformément aux dispositions de l'article 3 de la délibération n°15/AT/2022 du 13 janvier 2022. Par dérogation à l'article 11.1 du CCAG-FCS, l'avance est versée au titulaire selon les conditions fixées ci-dessous.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

**Le montant de l'avance est de 30%.**

<input type="checkbox"/> <b>Le titulaire accepte le versement de l'avance</b>	<input type="checkbox"/> <b>Le titulaire refuse le versement de l'avance</b>
---	--

Si aucune case n'est cochée ou que les deux cases sont cochées, le candidat est réputé avoir refusé l'avance.

### 14.2 – Garantie financière de l'avance

Conformément à la délibération n°15/AT/2022, le titulaire devra communiquer au service des Postes et Télécommunications, un mémoire financier simple exposant l'usage qu'il fera de l'avance.

### 14.3 – Bénéficiaires de l'avance

Lorsque le marché est passé avec un contractant unique, avec des entrepreneurs groupés conjoints ou, éventuellement, avec des sous-traitants ayant droit au paiement direct, les dispositions réglementaires sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le titulaire ou par le mandataire et par chaque cotraitant conjoint ou par chaque sous-traitant ayant droit au paiement direct.

Les modalités de détermination du montant des avances à verser au prestataire, aux cotraitants ou sous-traitants s'appliquent alors au montant TTC des prestations réalisées directement par le titulaire, par chacun des cotraitants conjoints ou chacun des sous-traitants ayant droit au paiement direct.

En cas de groupement solidaire, les paiements des membres du groupement sont soit effectués sur un compte unique ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire géré par le mandataire, soit répartis sur chacun des membres du groupement, sur la base de la répartition des paiements identifiée dans le cahier des charges valant acte d'engagement. Les modalités de détermination du montant de l'avance à verser sur ce compte s'appliquent alors au montant TTC des prestations réalisées par l'ensemble des cotraitants.

#### 14.4 – Modalités de règlement et de remboursement de l'avance

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du marché. Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

#### **Article 15 - PAIEMENT**

Le pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du compte du titulaire (**RIB ou RIP à joindre au présent document**).

En cas de groupement, le pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues au titre du présent marché dans les conditions renseignées en annexe 1 au présent acte d'engagement. Par dérogation aux dispositions de l'article 12 du C.C.A.G. - F.C.S, en cas de groupement, les cotraitants pourront décider :

- Soit que chaque membre du groupement percevra directement les sommes se rapportant à l'exécution de leurs propres prestations, sur les RIB renseignés en annexes.
- Soit que le paiement sera effectué sur un compte unique géré par le mandataire.

La monnaie de règlement est l'Euro ou le Franc Pacifique.

#### **Article 16 – PENALITES POUR RETARD**

Les pénalités s'appliquent lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire.

Les clauses du CCAG-FCS s'appliquent. Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 1\,000$$

dans laquelle :

**P** = le montant de la pénalité ;

**V** = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

**R** = le nombre de jours de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG-FCS :

- les pénalités de retard sont dues dès le 1<sup>er</sup> euro ou CFP, quel que soit leur montant,
- les pénalités de retard ne sont pas limitées à 10%,
- les pénalités sont cumulables entre elles,
- il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard,
- les pénalités sont applicables sans mise en demeure préalable sur simple constat de l'Administration Supérieure des Îles Wallis et Futuna.

#### **Article 17 - PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL**

Les obligations relatives à la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail s'imposent au titulaire du marché. Ces obligations sont constituées par la loi 52-1322 du 15 décembre 1952 modifiée instituant un code du travail dans les territoires et territoires associés relevant du ministère de la France d'Outre-mer.

Le titulaire doit être en mesure de justifier du respect de ces obligations, en cours d'exécution de marché et pendant la période de garantie des prestations, sur demande de l'Administration Supérieure des Îles Wallis et Futuna.

#### **Article 18 - NANTISSEMENT ET CESSION**

En vue de l'application de la procédure de nantissement ou de cession, sont désignés :

- Comptable public chargé du paiement : Monsieur le Trésorier Principal de Wallis et Futuna
- Personne habilitée à fournir les renseignements : Monsieur le Préfet Administrateur Supérieur des Îles Wallis et Futuna

## **Article 19 - RESILIATION**

### 19-1 : Résiliation simple

Il sera fait application des dispositions du CCAG-FCS.

### 19-2 : Résiliation aux frais et risques du titulaire

Par dérogation aux dispositions prévues à l'article 45 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur, sur simple constatation et sans mise en demeure, pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire :

- soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard,
- soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

## **Article 20 - INTERDICTION DE SOUMISSIONNER**

Le titulaire prestataire affirme sous peine de résiliation de plein droit du marché ou de sa mise en régie, à ses torts exclusifs ou aux torts exclusifs de la société pour laquelle il intervient, qu'il ne tombe pas ou que ladite société ne tombe pas sous le coup des interdictions ou de non-admission à concourir aux marchés publics.

Le cas échéant, le titulaire affirme qu'aucun des membres du groupement dont il est mandataire ne tombe sous le coup des interdictions précitées.

## **Article 21 – SOUS-TRAITANCE**

**La sous-traitance est interdite pour les marchés de fournitures.**

## **Article 22 - LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE – PENALITE**

Une pénalité pourra être appliquée au cocontractant, en cas de non-respect des obligations prévues par la loi 52-1322 du 15 décembre 1952 modifiée relative au Code du travail. Cette pénalité d'un montant égal ou inférieur à 10 % du marché, ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes encourues en application de la loi ci-avant énoncée.

## **Article 23 - ASSURANCES**

Tout titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Cependant, le code des assurances n'étant pas en vigueur dans les Iles de Wallis et de Futuna, il sera demandé au soumissionnaire de prouver, par tous moyens (preuve de banque...), sa solvabilité en cas de sinistre.

## **Article 24 – LOI « INFORMATIQUE ET LIBERTE »**

Les informations recueillies dans le cadre de la réponse à la présente consultation font l'objet d'un traitement informatique destiné à sélectionner l'(les) entreprise(s) mieux-disante(s), conserver les preuves de cette sélection et assurer la bonne exécution du contrat.

Les destinataires de ces données sont notamment les services administratifs communautaires, le cas échéant les services préfectoraux et la trésorerie en charge des paiements relatifs au contrat.

Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée, les entreprises disposent d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui les concernent. Elles peuvent dans ce cas accéder aux informations les concernant en s'adressant à la Cellule Marchés publics de l'Administration Supérieure des Iles Wallis et Futuna.

## **Article 25 - DEROGATIONS**

L'article 3 déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS (Ordre des pièces contractuelles)

L'article 10 déroge à l'article 27.2.2 et 27.3 du CCAG-FCS (Modalités de vérification des prestations)

L'article 15 déroge à l'article 12 du CCAG-FCS (Rémunération du titulaire et des sous traitants).  
L'article 16 déroge à l'article 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG-FCS (Pénalités de retard)  
L'article 19 déroge à l'article 45 du CCAG-FCS (Exécution aux frais et risques du titulaire)

**Fait à .....**

**Le .....**

**Le Prestataire,**

**Fait à Wallis,**

**Le .....**

**La Personne habilitée à représenter  
le pouvoir adjudicateur,**